



L'eau, nouveau casse-tête de l'industrie française

Par [Lucas Mediavilla](#), [Olivia Détroyat](#) et [Emmanuel Egloff](#)

Publié hier à 19:22,

Mis à jour il y a 1 minute



L'industrie utilise l'eau aussi bien pour le nettoyage que la confection de certains produits, aliments ou boissons, ainsi que pour le refroidissement des usines et le transport de la chaleur. *franco lucato - stock.adobe.com*

ENQUÊTE - Chimie, agroalimentaire, microprocesseurs... L'accès à la ressource, qui se raréfie, est un défi supplémentaire pour les entreprises du secteur.

Il n'a pas eu l'écho de l'affrontement autour de [la mégabassine de Sainte-Soline](#). Mais au printemps dernier, l'abandon par le groupe Le Duff de son [projet d'usine Bridor à côté de Rennes](#) n'est pas passé inaperçu dans le landerneau des industriels. Le projet qui devait créer 500 emplois non délocalisables faisait l'objet de vives contestations pour sa consommation en eau - 200.000 m³ par an - jugée «*astronomique*» par les opposants. Devant la fronde et la perspective de recours interminables, [Le Duff](#) a jeté l'éponge. La contestation, [STMicroelectronics](#) y est également confronté sur son site de Crolles à côté de Grenoble, où l'implantation d'une nouvelle usine de galettes pour semi-conducteurs, à côté de l'existante, suscite la défiance de certains activistes et l'inquiétude de quelques élus locaux à cause des prélèvements d'eau sur place.

Les deux exemples illustrent la place centrale prise par cette matière première au même titre que l'énergie, la main-d'œuvre ou les métaux. «*Il y a un avant et un après été 2022*», explique Franck Galland, chercheur associé à la Fondation pour la Recherche stratégique. *Nous avons eu 95 départements en arrêté sécheresse, 1260 cours d'eau à sec, plus de 1000 communes qui ont manqué d'eau. Cela impacte les industriels qui s'y trouvent*». L'industrie utilise l'eau aussi bien pour le nettoyage que la confection de certains produits aliments ou boissons, ou pour le refroidissement des usines et le transport de la chaleur. Elle représente 8% des prélèvements dans les ressources du pays, dont 4% sont consommés donc non restitués directement, selon le dernier rapport d'Eau France.

Quête de réindustrialisation

Loin derrière le refroidissement des centrales électriques (48%), l'utilisation de l'eau potable (17%), ou l'agriculture (10%). Mais le chiffre témoigne mal du caractère stratégique que revêt le sujet. «*La raffinerie de Donges (Loire-Atlantique), par exemple, qui fournit plus de 17% de l'essence des Français, consomme quatre millions de mètres cubes d'eau issus de la nappe de Campbon et de l'agglomération de Saint Nazaire*», explique l'expert. Soit l'équivalent de ce

que consomme la population de la commune en eau potable. La résilience de certaines productions face au réchauffement climatique est donc posée. D'ailleurs, certains industriels ont dû, à l'été 2022 et à la suite de mesures administratives, diminuer leur production.



Pendant très longtemps, l'eau n'a pas été un souci pour les industriels. S'ils voulaient agrandir leurs installations ou créer une nouvelle usine, il suffisait d'installer un tuyau plus gros

Régis Taisne, chef du département du cycle de l'eau à la FNCCR

«Il y a eu quelques blancheries, ou encore des carrières qui ont été impactées pendant quelques jours», liste Christian Lecussan, président de la Fenarive qui représente les utilisateurs industriels de l'eau. Dans l'agroalimentaire également, l'été 2022 a fait figure d'électrochoc. Selon l'association régionale des industries agroalimentaires (Aria) d'Auvergne-Rhône-Alpes, les arrêtés sécheresse pris à l'été 2022 ont obligé 10% des entreprises agroalimentaires locales à diminuer leurs volumes de production (arrêt de lignes, resserrement de gammes...).

Le sujet est identifié jusqu'au sommet de l'État. Mi-août, le gouvernement a dégainé un plan pour aider 50 sites industriels représentant un quart des prélèvements en eau du secteur à être plus sobres. Douze noms ont déjà été annoncés (dont la raffinerie de Donges), les autres devant suivre *«d'ici la fin de l'année»*, explique-t-on au ministère de l'Industrie. Une initiative qui arrive au bon moment.

«Pendant très longtemps, l'eau n'a pas été un souci pour les industriels, reconnaît Régis Taisne, chef du département du cycle de l'eau à la FNCCR (Fédération nationale des collectivités concédantes et régies). S'ils voulaient agrandir leurs installations ou créer une nouvelle usine, il suffisait d'installer un tuyau plus gros. Ce n'est plus le cas aujourd'hui.» La situation n'est certes pas critique, à entendre l'exécutif. *«Nous n'avons pas entendu qu'une implantation industrielle nouvelle n'ait pas pu se faire en raison d'un manque d'eau»,* fait-on valoir au ministère de l'Industrie.

Nouvelle boucle d'eau de mer

«L'objectif est que cela se poursuive», insiste néanmoins le gouvernement. Et pour ce secteur habitué au temps long, il n'y a en réalité plus de temps à perdre. *«Dès 2040, on prévoit une baisse de débit des fleuves de 20% et de nappes de 20 % à 30%»,* chiffre Franck Galland. Les secteurs les plus gourmands sont connus: l'industrie chimique est la plus grosse utilisatrice, avec plus du quart des volumes prélevés, selon France Eau, suivie par les semi-conducteurs, l'industrie agroalimentaire, les fabricants de papiers cartons ou la gestion des déchets.



Dès 2040, on prévoit une baisse de débit des fleuves de 20% et de nappes de 20% à 30%

Franck Galland, chercheur associé à la Fondation pour la Recherche stratégique

Dans sa quête de réindustrialisation, l'État doit également prendre en compte l'empreinte en eau des industries nouvelles, qu'elles soient liées à la transition énergétique ou numérique. Usines de fabrications de batteries, mines de lithium ou production d'hydrogène, industrie des semi-conducteurs... toutes ces activités en consomment. Dunkerque, par exemple, attire beaucoup de ces projets avec deux giga-usines, une, consacrée à la fabrication de cathode en amont des batteries, deux autres, au recyclage des batteries. Elles viennent s'ajouter à un patrimoine industriel déjà lourd notamment dans la métallurgie ou la chimie.

Le sujet de l'eau est ainsi l'un des premiers sur la pile de Mathieu Brevière, directeur de projets environnement au GIP Euraénergie. Ce groupement d'intérêts public est là pour répondre aux besoins de l'industrie notamment en matière d'énergie et d'eau, afin de conserver les usines en place et d'en attirer de nouvelles. À l'entendre, le bassin nordiste bénéficie d'une situation spécifique. *«Après-guerre, un réseau d'eau industrielle a été mis en place en utilisant l'eau des canaux et il apporte aujourd'hui 22 millions de m³ d'eau par an aux industriels de Dunkerque quand l'agglomération en consomme 8,5 millions»,* détaille-t-il. Pour continuer à accueillir de nouveaux sites, il étudie la mise en place d'une nouvelle boucle d'eau de mer pour les secteurs qui ont besoin de refroidissement.

«La consommation peut être divisée par quatre ou cinq»

Au-delà d'aller chercher des nouvelles ressources en amont, les technologies et la réflexion se concentrent aussi sur la baisse des consommations en aval. Avec un leader mondial comme Veolia, mais également des champions comme Suez ou Saur, la France dispose d'un savoir-faire évident en la matière. Des compétences que commencent d'ailleurs à mettre à profit les industriels. Le site d'ArcelorMittal de Dunkerque prévoit ainsi une baisse de sa consommation de 15% d'ici 2030.

«Pour les nouveaux projets, la consommation peut être divisée par quatre ou cinq entre les premières demandes et la version finale», se réjouit Mathieu Brevière. Chez STMicro, à Crolles, on insiste sur le fait que les efforts faits depuis six ans ont «permis une réduction de 41% de l'eau utilisée par plaquette». Comme d'autres, le constructeur tente également de fermer le cycle de l'eau. «En 2022, le taux de recyclage de l'eau était de 43%. L'ambition du site est de dépasser les 60 % d'eau recyclée ce qui permettrait de limiter l'apport d'eau extérieure dans le process», souligne l'entreprise.

«Les outils sont là»

L'industrie agroalimentaire lorgne également ces nouvelles technologies. Car le secteur est gourmand, notamment pour le nettoyage de ses usines. Or les impératifs sanitaires empêchent de réutiliser les eaux usées traitées. Des assouplissements sont cela dit imminents et doivent permettre de les utiliser sur les équipements même en contact avec les aliments. Cette détente réglementaire n'exonère pas d'agir sur d'autres leviers.

Danone, par exemple, a réussi à baisser de 56% la consommation d'eau de son site Bledina à Brive-la-Gaillarde grâce à la sensibilisation des salariés aux bonnes pratiques. Mais surtout en investissant dans des équipements plus économes sur l'or bleu. En Normandie, le groupe expérimente des installations pilotes de nettoyage et de traitement des eaux usées. *«À court terme, la possibilité de réutiliser l'eau permettrait de réduire encore de 30% la consommation de l'usine»,* explique une porte-parole de l'enseigne. Soit un volume annuel de 220 millions de litres d'eau. *«Les industriels débutent tout juste sur le sujet, mais notre chance, c'est que les outils sont là»,* conclut Franck Galland.

La rédaction vous conseille

- [À Lisbonne, un projet titanesque pour récupérer l'eau des inondations](#)
- [Irrigation: des méthodes moins gourmandes mais plus onéreuses](#)
- [La gestion de l'eau se noie dans les complexités de l'État](#)

Sujets

Eau

Réindustrialisation